

Préambule au CSE Central du 15 janvier

Le monde du travail contre la macronie

Une grève historique

42ème jour de grève ce mercredi 15 janvier. Un record de longévité pour un conflit social un an après le début du mouvement des gilets jaunes, lui aussi loin d'être éteint. Et pour cause, tout le monde l'a bien compris, dans le pays comme à France Télévisions où la mobilisation se poursuit, la réforme Delavoye/Philippe, c'est le nivellement par le bas. Elle va faire baisser le montant des pensions, reculer l'âge du départ en retraite, nier la reconnaissance de la pénibilité, pénaliser les droits des précaires, des femmes et de l'ensemble de la fonction publique. Elle ouvrira grandes les portes aux fonds de pension, en particulier pour les salaires de plus de 10 000 euros qui verront leur cotisation baisser de 28% à 2,8%, libérant ainsi l'espace pour la capitalisation et amputant chaque année notre protection sociale de plus de 3 Md€ de recettes... Une des aberrations de la réforme parmi tant d'autres.

Le pouvoir contre le peuple

Après la réforme des allocations chômage, le pouvoir en place creuse toujours plus le sillon des inégalités en France. La déconnexion et l'arrogance de cette macronie sont à l'opposé des attentes sociales. La violence de l'unilatéralisme rime avec les violences policières, la haine de la contestation et du syndicalisme relayé jusqu'au dégoût dans certains médias (y compris publics). Les dirigeants des syndicats dits réformistes, enfermés dans un jeu de rôles écrit d'avance, peinent à se dépêtrer de cet enfumage grossier.

Car c'est un modèle de société profondément inégalitaire et inique qui est programmé, de plus en plus contesté par le pays réel. L'indigne stratégie du pourrissement et de la division n'a pas fonctionné et les français n'ont jamais cessé de soutenir le mouvement en cours, en dépit des difficultés qu'il provoque.

Le service public dans la tourmente

Dans le même temps, on le constate chaque jour, la seule orientation pour le service public en général et l'audiovisuel public en particulier, c'est les économies à tous les étages. La loi audiovisuelle sera-t-elle la loi de tous les dangers ? On peut le penser. L'avenir de l'audiovisuel public passera-t-il par son rétrécissement ? Qui fera les frais de la fusion des sociétés de l'audiovisuel public dans un contexte où la seule feuille de route visible est ce plan d'économies sans cesse recommencé, qui entrave tous les projets de développement, percute le périmètre de nos entreprises, entache nos missions, tue nos emplois et paupérise nos grilles de programmes ? Or, pour reprendre la formule des 1200 chefs de service de l'hôpital public qui ont décidé de démissionner : il n'y aura pas de grande réforme sans moyens. Comment FTV peut-elle espérer rivaliser avec les plates formes comme Netflix, Amazon ou Disney, qui disposent de milliers d'heures de programmes, si la télévision publique n'a même pas les moyens de posséder les siens ?

... / ...

Le mantra de la transformation

La TRANS-FOR-MA-TION chantée sur tous les tons par la haute direction comme la solution à tous les problèmes, est avant tout perçue comme synonyme de réduction d'effectifs, d'externalisation, de casse des métiers et de déficience qualitative. La direction technique cajole les automates qui bientôt remplaceront les opérateurs de diffusion au CDE du Siège, dans les régies automatisées des régions et des outre-mer, et le mouvement de cession immobilière, sans lequel aucun équilibre budgétaire n'aurait été atteint ces dernières années, se poursuivra : après Issy les Moulineaux et Vanves, la rue Varet, et bientôt peut-être Malakoff.

En attendant les salariés subissent de plein fouet des conditions de travail dégradées, les effets des départs non remplacés, et considérer que tout va bien car « *le taux de petit absentéisme est sous surveillance* » (sic) est un raccourci choquant et erroné, bien peu respectueux de ceux dont la souffrance est ainsi niée en dépit des nombreux rapports d'expertise et de la médecine du travail sur les problèmes de santé constatés dans l'entreprise.

La lutte des places

Tout cela sur fond de veillée d'armes et de compétition entre les premières de la classe de l'audiovisuel public en vue de la désignation du nouveau/nouvelle PDG de FTV. La question est posée : Delphine Ernotte sera-t-elle suffisamment macron compatible pour mériter de poursuivre son mandat à la tête

de FTV, comme elle en a émis le vœu ? L'omnipotent locataire de l'Élysée aurait-il pardonné « la honte de la République » ? S'agira-t-il d'une rampe de lancement pour la fonction suprême de PDG de France Média qui décidera du sort de l'audiovisuel public des prochaines décennies ?

Les couteaux s'aiguisent dans le secteur et les mauvaises langues soupçonnent le 8ème étage de la Maison de FTV d'avoir partagé avec gourmandise l'incroyable séquence de Sybille Veil, copine de promo d'Emmanuel Macron à l'ENA, crucifiée sur la scène de ses vœux par le chœur des esclaves de Verdi, entonné par les salariés victimes de son plan social. Cela restera comme un des temps forts de cette mobilisation, au même titre que le Lac des cygnes sur le parvis du Palais Garnier ou l'empilement de robes des avocats du barreau de Caen aux pieds de la ministre de la justice.

La mobilisation continue jusqu'au retrait

La lutte continue et nous donnons rendez vous aux élus ce jeudi 16 janvier à Paris à Montparnasse, et partout en région et dans les Outre-mer, pour défiler aux côtés de nos camarades de la SNCF, de la RATP, des personnels de la santé et de l'éducation nationale, du monde de l'art et de la culture, des salariés de l'énergie et de la métallurgie, des femmes, des précaires et des étudiants, des avocats et des éboueurs, tous aussi déterminés à obtenir le retrait de ce projet calamiteux.

Paris, le 15 janvier 2020